

Définition d'un prix de référence du gaz pour les clients particuliers pour accompagner la fin des tarifs réglementés de vente de gaz naturel

Date de la contribution : 24/02/2023

Question 1 : Considérez-vous le détail des informations publiées adapté ? Considérez-vous pertinent de détailler l'abonnement, d'une part, et la part variable, d'autre part ?

Le détail des informations à publier paraît bien adapté en ce qu'il répond aux objectifs de simplicité et de lisibilité par le consommateur. Il est par ailleurs cohérent avec le niveau d'information donné sur le comparateur d'offres mis en ligne par le Médiateur national de l'énergie (MNE).

Il conviendra par ailleurs de préciser la nature des prix publiés, HT ou TTC. La publication d'un prix TTC offrirait l'avantage de la cohérence avec la publication du MNE.

Question 2 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la répartition des coûts fixes dans l'abonnement et coûts variables dans la part variable ?

France Gaz partage l'analyse de la CRE et considère que la répartition proposée est pertinente d'un point de vue économique.

France Gaz relève toutefois que cette répartition est susceptible d'introduire un différentiel important par rapport à la structure actuelle des TRV, dans la mesure où le niveau de l'abonnement prévu dans les TRV d'Engie ne couvre pas les coûts fixes correspondants. Un éventuel lissage de ce différentiel sera potentiellement à étudier.

Question 3 : Pensez-vous que ces deux types de consommateurs sont suffisamment représentatifs des consommateurs résidentiels de gaz et donc adaptés à la publication de la CRE ?

Le recours à ces deux catégories types de consommateur paraît pertinent, dans la mesure où ils reflètent des types d'usages différents, sans multiplier outre mesure le nombre de références.

Question 4 : Quelles CAR vous semblent devoir être retenues ?

France Gaz ne dispose pas des éléments d'information permettant de répondre de manière éclairée à cette question.

Question 5 : Considérez-vous que les profils GRDF et options ATRD associés aux consommateurs types sont pertinents ?

Oui

Question 6 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur l'intérêt de publier un prix de référence du gaz durant la période d'application du bouclier tarifaire ?

France Gaz partage l'analyse de la CRE sur l'intérêt de publier un prix de référence du gaz.

Dans la perspective de la mise en extinction des TRV, il est particulièrement important d'avoir une communication claire vis-à-vis des consommateurs quant au fait qu'ils pourront continuer à bénéficier de la protection du bouclier tarifaire après la disparition des TRV. La mise en place de ce prix de référence et les éléments de pédagogie qui l'accompagneront seront des éléments positifs en ce sens.

Question 7 : Durant la période d'application du bouclier tarifaire, considérez-vous préférable que cette référence reflète les variations court terme des marchés de gros, ou un autre type d'offre ?

Il est important que la référence retenue soit cohérente avec la référence de coûts d'approvisionnement qui sera retenue pour donner suite à la proposition de la CRE.

France Gaz est favorable à ce que cette référence reflète les variations court-terme des marchés de gros. Il est par ailleurs nécessaire qu'elle soit représentative des coûts d'approvisionnement des fournisseurs. À cet égard, le niveau des frais de transactions au PEG envisagé, de 0,01 €/MWh, apparaît insuffisant et devrait être relevé.

Question 8 : En plus de la présente référence reflétant les variations court terme des marchés de gros, souhaitez-vous que la CRE publie, après la période d'application du bouclier tarifaire, un prix de référence reflétant, par exemple, une offre à prix fixe ? Si oui, sur combien d'années de prix fixe ?

France Gaz n'est pas favorable à ce que la CRE publie plusieurs références différentes, au risque de complexifier outre-mesure le dispositif et de perturber la compréhension des consommateurs.

La publication d'une unique référence apparaît suffisante pour servir l'objectif d'information et de transparence poursuivi.

Question 9 : Sur le territoire de GRDF, considérez-vous utile de publier une fourchette de prix et un prix moyen pour représenter les disparités géographiques de coûts de transport et stockage ?

En cohérence avec la réponse à la question 8, France Gaz est favorable à la publication d'une unique référence à des fins de simplicité et de lisibilité.

France Gaz propose de privilégier la publication d'un prix fondé sur les coûts majorants pouvant légitimement être supportés par les fournisseurs, plutôt que celle d'un prix moyen, qui serait par nature non-représentatif de l'ensemble des situations possibles et susceptible de perturber la compréhension des consommateurs.

Question 10 : Sur les territoires des ELD, considérez-vous pertinent de publier une référence de prix propre à l'ELD ?

France Gaz considère qu'avoir une référence de prix par ELD est pertinent afin de refléter les spécificités de ces territoires en matière de coût d'acheminement.

Question 11 : Quelle option vous semble préférable pour mettre à jour les coûts hors approvisionnement de la référence de prix ?

France Gaz est favorable à l'option 1, consistant à mettre à jour les termes tarifaires de transport, stockage et distribution à jour en temps réel, dans la mesure où cette option permet de refléter la structure des coûts des fournisseurs.

Question 12 : Considérez-vous pertinent de ne pas inclure de terme de transport amont en considérant que l'intégralité du gaz est approvisionnée au PEG ?

France Gaz considère que cette proposition est effectivement pertinente dans la mesure où elle est cohérente avec le choix de la formule d'indexation.

Question 13 : Considérez-vous la méthodologie proposée par la CRE pour le coût de transport aval pertinente ? Sinon, quelle modification y apporteriez-vous ?

France Gaz considère que la méthodologie proposée par la CRE pour le coût de transport aval est pertinente dans la mesure où elle reflète bien la structure de coûts pour les fournisseurs.

En cohérence avec la réponse à la question 9, France Gaz est favorable à la publication d'une unique référence à des fins de simplicité et de lisibilité, fondée sur un prix reprenant l'ensemble des coûts pouvant légitimement être supportés par les fournisseurs.

Question 14 : Quel pourcentage de couverture de la modulation estimez-vous pertinent à retenir dans le cadre de la

construction du prix de référence ?

France Gaz considère qu'il est pertinent de retenir une couverture à 100% de la modulation. En effet, les enjeux particuliers en matière de continuité d'approvisionnement des consommateurs concernés justifient le recours à des instruments de couverture physique pour gérer la modulation hivernale.

Question 15 : Considérez-vous la proposition de la CRE pertinente pour représenter le coût du stockage par profil ? Quelle modification souhaiteriez-vous y apporter ?

France Gaz est favorable à la proposition de la CRE qui apparaît pertinente pour représenter le coût du stockage par profil.

Question 16 : Considérez-vous la proposition de la CRE pertinente pour représenter le coût de transport lié au stockage

France Gaz est favorable à la proposition de la CRE qui apparaît pertinente pour représenter le coût du transport lié au stockage.

Question 17 : Partagez-vous la proposition de la CRE pour la prise en compte des coûts de distribution ?

France Gaz est favorable à la proposition de la CRE pour la prise en compte des coûts de distribution.

Question 18 : L'usage des coûts commerciaux du TRVG hors CEE vous semble-t-il convenable dans un premier temps ?

France Gaz considère que la référence des coûts commerciaux du TRVG n'est pas une référence pertinente, compte tenu du contexte particulier associé à cette offre en extinction depuis plusieurs années, et qu'elle ne doit donc pas être utilisée pour l'établissement du prix de référence publié par la CRE.

France Gaz souscrit à la proposition de réaliser une étude des coûts commerciaux d'un panel de fournisseurs représentatifs afin de déterminer une référence représentative.

Dans l'intervalle et le temps qu'un benchmark représentatif puisse être réalisé, France Gaz propose de retenir une référence majorante, qui intègre notamment des coûts d'acquisition.

Question 19 : Considérez-vous pertinent d'intégrer des coûts d'acquisition dans une telle référence ? Si oui, à quel niveau ?

France Gaz considère qu'il est nécessaire d'intégrer les coûts d'acquisition à cette référence pour tenir compte de la dynamique concurrentielle et ne pas introduire une référence de prix artificiellement basse qui pénaliserait l'activité des fournisseurs.

Question 20 : L'utilisation des données issues de la place de marché C2EMarket vous paraît-elle acceptable ?

Une des rares référence publique sur l'approvisionnement en CEE est donnée par la brique de coûts d'approvisionnement en CEE dans les tarifs réglementés de ventes en électricité (TRVE). Cette brique a fait l'objet de plusieurs questions dans la consultation publique sur les TRVE fin 2022.

Dans sa délibération n°2023-23 du 12 janvier 2023, la CRE relève que « *Le retour de consultation, avec des réponses très hétérogènes pointant néanmoins globalement les faiblesses des références de prix de marché proposées, n'a pas permis d'identifier une référence de prix de marché des CEE suffisamment pertinente et robuste* » (...). La CRE a donc décidé de retenir « *les coûts d'EDF comme référence pour le coût d'approvisionnement des CEE, et explicitera cette brique de coût dans ses propositions tarifaires.* »

France Gaz propose de retenir cette même référence publique des coûts d'approvisionnement retenue dans les TRVE pour la construction de l'offre de marché de référence en gaz.

Question 21 : La période de lissage sur un an vous paraît-elle cohérente avec l'approvisionnement en CEE des

fournisseurs ?

N/A

Question 22 : Considérez-vous qu'une marge de 1,5 €/MWh soit suffisante pour couvrir les risques et la rémunération normale d'un fournisseur approvisionnant ses clients selon la formule décrite au paragraphe 1.3 ?

France Gaz considère qu'un niveau de marge de 1,5 €/MWh est insuffisant, compte tenu des niveaux de risque supportés par les fournisseurs, particulièrement dans un contexte de marché tendu avec une volatilité des prix importante.

Plus généralement, France Gaz considère qu'il est important que le niveau de marge retenu ne soit pas artificiellement bas, pour ne pas donner d'indication trompeuse aux consommateurs sur le niveau des offres qu'ils pourraient souscrire. La référence qui sera publiée n'a pas vocation à représenter l'offre la plus compétitive possible, mais à communiquer une information claire aux consommateurs.

Question 23 : Dans le cas d'une offre à prix fixe, quels risques vous semblent nécessaires à intégrer dans le prix de référence ? Préciser la méthodologie utilisée pour quantifier ces risques. Si vous êtes un fournisseur, préciser le niveau des différents risques en €/MWh intégrées dans vos offres.

En cohérence avec la réponse à la question 8, France Gaz n'est pas favorable à la publication d'un prix de référence correspondant à une offre à prix fixe.

Question 24 : Si vous êtes un fournisseur de clients résidentiels, pouvez-vous indiquer vos coûts d'équilibrage moyen sur les quatre dernières années ?

N/A

Question 25 : Considérez-vous que la rémunération normale suffise à couvrir les coûts d'équilibrage ?

N/A

Question 26 : Si vous êtes un fournisseur de clients résidentiels, comptez-vous proposer une offre indexée sur prix de référence ? Sur la référence de coûts d'approvisionnement ? Sinon, pourquoi ?

N/A

Question 27 : Si le prix de référence publié devait refléter une offre à prix fixe, quelles composantes de la part hors approvisionnement détaillées ci-dessus, hormis la rémunération normale, devraient être adaptées selon vous ?

N/A

Question 28 : Avez-vous d'autres commentaires ?

France Gaz attire l'attention de la CRE sur l'importance de la qualité de la publication qui sera faite, en termes d'exactitude des données et de délai de mise en ligne, afin de permettre leur bonne prise en compte par l'ensemble des acteurs concernés.

Il sera par ailleurs utile que la CRE publie également la référence de coûts d'approvisionnement sous-jacente, afin que l'ensemble des acteurs concernés dispose des mêmes éléments.